



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 17 DECEMBRE 1989

N° 184

PRIX: 4 FF



COMORES

**DES «AFFREUX»
A L'IMAGE
DE LEURS MAÎTRES**

SOMMAIRE AU VERSO

Pages 2 et 3

-Editorial

Pages 3 et 4

-Immigration: la montée de l'extrême droite...

Page 5

- Mali: escroquerie des services des postes

Page 6

- Sénégal: arrestation de Landing Savané

- Côte d'Ivoire: Houphouët a reçu son "frère" De Klerk

Page 7

- Tchad: Le dictateur Habré "plébiscité"

Pages 7 et 8

- Unicef: un rapport qui illustre la barbarie du capitalisme.

Pages 9, 10 et 11

- Afrique du Sud: l'avenir, c'est le prolétariat

ABONNEMENT**France:** 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER

Pour le PAT-B.P.42

92114-CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**COMORES: DES "AFFREUX" A L'IMAGE DE LEURS MAITRES!**

Sous la pression conjuguée des gouvernements français et sud-africain, les mercenaires, les "affreux" comme on les appelle, qui régnaient en maître absolu sur les Comores depuis 1978, ont quitté Moroni pour l'Afrique du Sud. En toute impunité.

Il n'y a rien d'étonnant à cela. Car toutes les saloperies de ces mercenaires et de leur chef Bob Denard ont été couvertes et acceptées par les dirigeants français et sud-africains. A commencer par les derniers actes criminels. C'est sans scrupule qu'ils ont assassiné Ahmed Abdallah qu'ils avaient eux-mêmes installé au pouvoir; c'est sans hésitation qu'ils ont réprimé la manifestation des jeunes qui protestaient à Moroni contre leur mainmise sur l'île; c'est aussi manu militari qu'ils ont expulsé des journalistes occidentaux.

Pour toute punition aux crimes et actes barbares de ces mercenaires, on leur offre un asile doré à Prétoria. De même pour les crimes et actes commis dans le passé, Bob Denard et ses acolytes, ces tueurs à gages ne sont pas du tout inquiétés. Ils étaient par exemple trempés dans plusieurs coups d'Etat en Afrique. Cela se passait, en général, dans un bain de sang; ils recrutait des mercenaires pour le compte de certaines dictatures comme au Nigéria; ils s'adonnaient au trafic d'armes et servaient d'intermédiaires aux gros bonnets, vendeurs d'armes en Iran et autres pays du Tiers-Monde.

Denard et sa bande servaient fort bien les desseins sordides de Paris et Prétoria. Parfois ils servaient de boucs émissaires. Alors pourquoi cette décision de remercier ce mercenaire? En faisait-il trop à sa tête? En tout cas il est maintenant qualifié d' "affreux". Quelle hypocrisie de la part des dirigeants français et sud-africains, les bailleurs de fonds de ce dernier!

Denard est à leur image. A l'image de leur système qui pille, massacre et impose aux populations la dictature de leurs valets sanguinaires.

Ce que Denard et sa bande réalisent à une toute petite échelle, avec les moyens limités propres à une bande de tueurs, de crapules, les dirigeants français et sud-africains le font à une échelle plus élevée avec les moyens d'Etat. Citons quelques exemples des tristement célèbres massacres perpétrés par ces deux Etats: - à Sowéto, en 1976, le gouvernement sud-africain a fait massacrer les jeunes écoliers qui manifestaient dans la rue. Une véritable boucherie! En 1945, en Algérie, la France colonialiste s'est opposée à l'aspiration des populations qui voulaient l'indépendance. La répression a fait plus de 45.000 morts à Sétif.

... / ...

Depuis 1960, la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance. Mais cela n'empêche pas des interventions militaires françaises comme à Kolwési et au Tchad et récemment dans l'une de leurs dernières colonies, la Nouvelle Calédonie pour soutenir ou imposer un valet.

Aujourd'hui, l'armée française est prête à intervenir aux quatre coins du monde si les intérêts des capitalistes semblent menacés.

Alors, les véritables "affreux", ce sont bien les dirigeants de ces deux pays. Leur air de grands notables respectables ne doit pas tromper. Ils sont aussi puants que le grand capital dont ils servent les intérêts.

IMMIGRATION

CE N'EST PAS L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT DE ROCARD

QUI EMPECHERA L'EXTRÊME DROITE DE MONTER

Le succès électoral du Front National de Le Pen aux élections législatives partielles de Dreux et de Marseille -où ses candidats ont obtenu respectivement 61,30% et 47,18% de voix au second tour- a provoqué un remous dans les grands médias et parmi les politiciens de gauche comme de droite.

Rocard, le soir même du 2ème tour des élections, a déclaré qu'il allait mettre sur pied une sorte de sous-secrétariat d'Etat chargé de "l'intégration des immigrés". Il propose "48 mesures"! Ces mesures, selon Rocard, sont destinées à combattre la montée des idées de l'extrême droite raciste. Et pourtant la première tâche qu'il donne à son sous-secrétariat, c'est de lutter "fermement" contre "l'immigration clandestine" car "la France ne peut être le refuge de toutes les misères du monde".

De son côté, Chirac, jaloux du succès de Le Pen qui a raflé une bonne partie de son électorat lors de ces partielles, a lui aussi accusé le gouvernement de Rocard d'être laxiste à l'égard de l'immigration clandestine. Il a déclaré qu'il était favorable à l'organisation d'un référendum sur le droit de vote des étrangers tout en disant qu'il voterait contre. Tout dernièrement, c'est Mitterrand qui, ne voulant pas être en reste, a lui aussi tenu à préciser que "les immigrés clandestins doivent être expulsés" tout en ajoutant que cela devait se passer dans la "dignité".

Comme on le voit, chacun y va de son petit couplet sur l'immigration. Certains hypocritement, d'autres un peu plus ouvertement contre, mais tous avec des arrière-pensées électoralistes. Au fond, ils sont tous d'accord, pour dire ou laisser croire que les immigrés clandestins sont responsables de l'insécurité dans les banlieues ouvrières et dans les grandes agglomérations urbaines. Et en agissant ainsi, ils ne font qu'aller dans le sens de ce que Le Pen dit ouvertement et plus clairement. Les flics racistes à la gachette facile, les gros bras de l'extrême-droite qui incendient des foyers hôtels, qui tabassent des immigrés, eux oui, sont responsables de l'insécurité.

Les capitalistes qui, par centaines ou par milliers jettent des travailleurs à la porte et qui font que du jour au lendemain des milliers de familles sont obligées de vivre avec de maigres allocations, c'est-à-dire avec moins que le strict minimum; ces capitalistes sont responsables de l'insécurité.



Les industriels du bâtiment et des travaux publics comme ceux qui, à Albertville, construisent le futur site pour les jeux olympiques et qui font venir clandestinement les ouvriers du Portugal, qu'ils payent moins de 2.000 francs par mois et qu'ils entassent dans des baraquements de fortune où ils ne logeraient même pas leurs chiens, sont eux aussi responsables de l'insécurité. Tout comme ceux qui font venir de la Turquie ou du Vietnam de la main-d'oeuvre taillable et corvéable qu'ils font trimmer dans des sous-sols, à peine en cachette, pour produire des habits de luxe des gens de Neuilly.

Tous ces gens-là tuent, volent pillent et font souffrir en toute sécurité, mais ils sont du bon côté. En réalité, c'est l'ensemble de leur système qui est responsable de la misère et de tous les maux qui lui sont liés comme la délinquance que les bourgeois et leurs politiciens attribuent aux victimes de leur système. Les coupables ne sont pas ceux qui ont fui la misère de leur pays pour essayer de survivre sous d'autres cieus, mais ceux qui par le pillage et l'exploitation ont produit cette misère.

La montée électorale du Front National n'est pas, comme certains voudraient le faire croire, le fruit

de toute la campagne médiatique de ces dernières semaines sur "l'affaire du tchador" ou sur le projet de construction d'une mosquée à Marseille ou à Lyon. C'est un phénomène plus profond lié à la crise économique et au recul du mouvement ouvrier. Le chômage, la dégradation des conditions de vie et l'angoisse de l'horizon bouché poussent les victimes du système capitaliste vers les idées démagogiques de l'extrême droite qui leur montre du doigt des boucs émissaires en la personne des travailleurs immigrés. C'est dans ce même terreau que poussent toutes les idées intégristes.

Les idées de l'extrême droite attirent d'autant plus les gens que les partis de gauche qui se disent les défenseurs des travailleurs ne leur offrent aucune perspective. Ce n'est certainement pas une fatalité que les victimes de la crise se démoralisent et se tournent vers les idées réactionnaires. Mais pour qu'il en soit autrement, il faudrait qu'il y ait au sein de la classe ouvrière de ce pays un pôle attractif, un pôle de combat anti-capitaliste qui montre le chemin à suivre à tous les travailleurs. Pas un chemin électoral, mais le chemin de la lutte des classes, le seul où le prolétariat puisse vaincre la bourgeoisie.

Ce n'est pas l'hypocrisie du gouvernement de Rocard -qui veut plaire tantôt aux racistes, tantôt aux anti-racistes- qui pourra empêcher l'extrême droite de progresser. Bien au contraire, la politique de ce gouvernement prétendu socialiste ne fait que le lit de l'extrême droite.

Cette dernière ne constitue encore aujourd'hui qu'une menace électorale, mais demain si la situation économique s'aggravait encore plus, elle pourrait devenir une véritable menace physique contre tous les travailleurs, immigrés comme français.

C'est pourquoi, il est important que les travailleurs, qu'ils soient immigrés ou français, luttent ensemble pour défendre leurs intérêts communs contre la bourgeoisie qui essaie de les diviser pour mieux les exploiter.

RENAULT

LES MISSIONS NON ACCOMPLIES D'UN MARABOUT

Selon le "Canard Enchaîné" du 13 décembre, il paraîtrait que la direction de Renault a essayé d'utiliser les talents d'un marabout bien connu au Sénégal qui s'appelle Talla Mamadou Bassirou.

Ce "saint homme" était chargé, au prix de 700.000 FF et plusieurs moteurs Renault V.I. en supplément, de propager auprès de centaines d'ouvriers sénégalais le message suivant: le mauvais sort est jeté sur Renault, il faut quitter l'usine et rentrer au pays.

Ce marabout a été trimbalé d'usine en usine, de foyer en foyer, à Flins, à Sandouville, au Havre pour prêcher la bonne parole, distribuer gris-gris et amulettes.

Résultat: rares sont les ouvriers africains qui ont écouté les conseils de ce marabout. Renault ne doit pas être contente du résultat du travail de ce monsieur.

Nos ancêtres croyaient peut-être que les gris-gris, amulettes et le pouvoir d'un marabout protégeaient contre les balles des troupes coloniales, mais par contre les ouvriers sénégalais en France savent que les marabouts ne les protègent pas des agissements des patrons.

Ce que Renault ne sait certainement pas, c'est que parmi "ses" ouvriers il y a des marabouts qui ne croient plus à leur pouvoir et qui sont obligés de travailler comme ouvriers pour vivre.

MALI

ESCROQUERIE MANIFESTE DES SERVICES DES POSTES

Pendant l'hivernage, dans la ville de Kayes au Mali, le pont traversant le fleuve sénégal était sous l'eau. Les poteaux téléphoniques ont été emportés par le courant. De ce fait, il est devenu impossible de téléphoner aux familles qui sont isolées par la crue de l'autre côté du fleuve à Kayendi.

Et pourtant, à notre époque ce ne sont pas les techniques qui manquent pour assurer une installation téléphonique efficace des deux côtés d'un fleuve. Mais cela n'est pas du tout le souci de l'Etat malien.

Cependant, la direction des services de téléphone continue d'empocher les frais d'abonnement sans rendre aux abonnés le service correspondant. Ce genre d'escroquerie manifeste, c'est ce qui caractérise l'administration de l'Etat malien comme celle des autres pays d'Afrique.

SENEGAL

ARRESTATION D'UN DIRIGEANT DE L'OPPOSITION

Le vendredi dernier, Landing Savané, dirigeant de l'AJ/MRDN, a été arrêté et emprisonné parce qu'il avait tenu un meeting politique à Dakar.

Abdou Diouf, tout démocrate qu'il se dise, n'aime pas trop que des organisations de l'opposition tiennent des meetings en ce temps de crise. Il a certainement réussi à faire un consensus autour de lui, en regroupant derrière le PS des organisations de l'opposition au sujet du conflit sénégal-mauritanien. Mais ce n'est peut-être pas le cas de toutes ces organisations.

En tout cas, lorsque les organisateurs de cette réunion ont tenu à maintenir leur meeting malgré l'interdiction, les flics d'Abdou Diouf sont intervenus pour disperser les participants. Ils ont foncé sur eux avec gaz lacrymogène et matraques, et ont arrêté Landing Savané.

Nous ne pouvons qu'être contre de telles mesures qui frappent les militants politiques et leur dirigeant. Il est bien vrai que le Sénégal est l'un des rares pays d'Afrique où les organisations d'opposition ont droit d'existence. Mais c'est une situation précaire. A tout moment les dirigeants de l'Etat sénégalais se réservent toujours le droit d'intervenir et de réprimer toute manifestation qui ne leur plaît pas. L'arrestation de Landing Savané le confirme.

COTE D'IVOIRE

HOUPHOUET BOIGNY A RECU SON "FRERE" DE KLERK

Le 1er décembre dernier, deux des principaux défenseurs de l'apartheid, MM. Frederik De Klerk et Pik Botha, ont été reçus avec des honneurs exceptionnels à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) par Houphouët Boigny.

Il s'agissait du premier voyage officiel à l'étranger du président sud-africain et ce n'est pas un hasard s'il l'a réservé à Houphouët Boigny. Les dirigeants ivoiriens entretiennent depuis longtemps des relations plus ou moins ouvertes avec ceux de Prétoria. Ils appellent cela le "dialogue".

Cette visite est donc l'aboutissement normal de leur entente "fraternelle". D'ailleurs le quotidien gouvernemental "Fraternité Matin" a dit à cette occasion, à juste titre, que le président sud-africain a été accueilli "en frère".

En effet, les dirigeants ivoiriens et sud-africains sont des frères de classe au service des riches et des exploités. Ce qui les différencie un peu, c'est le degré de violence avec laquelle ils répriment les populations pour assurer l'ordre capitaliste.

TCHAD

LE DICTATEUR HABRE "PLEBISCITE"

C'est officiel: par 99,08% des voix, le dictateur Habré est reconduit -légalement s'il vous plaît!- à ses fonctions de chef de l'Etat pour 7 ans.

Ce résultat n'est pas étonnant. D'autres dictateurs africains, avant lui, nous ont habitués à ce genre de compétition où, sur la piste, il n'y a qu'une seule personne sur la ligne de départ. Parce que tous les autres concurrents ont été éliminés: les uns sont au cimetière, d'autres en prison.

La "constitution" (derrière laquelle Habré s'est caché pour se faire élire) qui vient d'être adoptée stipule que les "libertés fondamentales" seront garanties. Et Habré lui-même en est le garant en s'attribuant tous les pouvoirs. Mais ce n'est un secret pour personne que Habré ne tiendra pas compte de ce bout de papier confectionné pour tromper ceux qui veulent bien se prêter à son jeu démocratique.

Les libertés démocratiques, même les plus élémentaires ne peuvent s'obtenir qu'à travers la lutte des masses populaires. La seule garantie, c'est la confiance en leurs propres forces.

UNICEF: UN RAPPORT QUI ILLUSTRE LA BARBARIE DU CAPITALISME

L'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) a publié le 12 décembre dernier un rapport accablant sur la misère dont sont victimes notamment les enfants du tiers-monde. Chaque jour 8.000 enfants meurent de tétanos, 7.000 de déshydratation diarrhéique, 6.000 de pneumonie (pour ne citer que quelques causes de la mortalité infantile). Chaque semaine, 250.000 enfants meurent des effets combinés de la faim et des maladies qu'on sait pourtant guérir. Chaque année 250.000 enfants deviennent aveugles par manque de vitamine A et 100.000 d'entre eux meurent quelques semaines après avoir perdu la vue.

Plus d'un milliard d'êtres humains, soit le cinquième de l'humanité n'a pas toujours accès à une alimentation adéquate, aux soins médicaux élémentaires, à une instruction de base, bref ne satisfait pas ses simples besoins vitaux. 60% des familles rurales du tiers-monde et 25% des familles urbaines ne disposent pas toujours d'un accès à l'eau saine.

Loin de s'améliorer, cette situation

dramatique s'aggrave, comme le relève le rapport: "Au cours des années 80, le revenu moyen a fléchi de 10% dans la majeure partie de l'Amérique latine et de plus de 20% en Afrique subsaharienne. Dans un grand nombre de zones urbaines, le minimum réel a diminué d'au moins 50% pour les plus démunis..."



Ainsi c'est les classes pauvres qui souffrent davantage de l'appauvrissement des pays pauvres. En partie

parce que les classes privilégiées s'enrichissent à leurs dépens, en utilisant à cette fin les appareils d'Etat. Mais aussi et surtout parce que ces pays sont asphyxiés par le remboursement des dettes aux pays riches et que leurs ressources sont pillées aux moyens (entre autres) de l'échange inégal. Pour la seule année 1988, la dette aurait coûté au tiers-monde 178 milliards de dollars, soit trois fois plus que l'aide reçue.



Pourtant, les moyens existent pour mettre fin à la famine, à la malnutrition, à l'analphabétisme et empêcher des millions de personnes de mourir des maladies dont on a les remèdes.

L'UNICEF le sait d'ailleurs puisqu'il déclare dans son rapport qu'il suffirait d'environ 2,5 milliards de dollars par an pour "prévenir la grande majorité des décès et des cas de malnutrition parmi les enfants au cours de la décennie à venir".

Cette somme, précise le rapport "représente 2% des dépenses en armement des pays en développement. Elle correspond au coût de cinq bombardiers ultra-modernes, à ce que l'Union Soviétique dépense en vodka chaque mois, ou encore à ce que les Etats-Unis déboursent annuellement pour la publicité des cigarettes". Autrement dit, une somme dérisoire.

Mais même cela manque à tel point qu'au cours de la décennie 90, "100 millions d'enfants sont d'ores et déjà condamnés à mort avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans", ajoute le rapport.

Ainsi, des années à l'avance, le capitalisme programme froidement l'assassinat des millions d'êtres humains. En faisant cela, il se condamne lui-même, car un tel système ne peut pas être la forme définitive de la société.

A ce tableau sombre, l'UNICEF ajoute l'incapacité des populations du tiers-monde à employer des moyens contraceptifs modernes pour limiter les naissances. Comme si la baisse de la démographie serait une solution! Même si le nombre des pauvres était réduit de moitié, l'autre moitié serait toujours de trop pour la société capitaliste, car celle-ci ne leur assurerait pas pour autant des conditions de nutrition, d'hygiène et d'éducation décentes. Pour les pauvres, le capitalisme, c'est l'impasse.



AFRIQUE DU SUD

L'AVENIR, C'EST LE PROLETARIAT

Depuis son arrivée au pouvoir, De Klerk multiplie les initiatives tendant à assouplir le système de l'apartheid. Des contacts réguliers existent entre son régime et l'ANC dans la perspective de trouver une issue sans trop d'inconvénients pour l'ordre social en vigueur.

C'est ainsi que De Klerk a officiellement rencontré les dirigeants nationalistes noirs tels que Mandela, Desmond Tutu qu'il traitait il n'y a pas longtemps de terroristes et de communistes. La dernière rencontre avec Nelson Mandela date de la semaine passée. Auparavant, il avait autorisé un certain nombre de manifestations pacifiques dirigées par l'ANC ou les organisations qui lui sont proches, libéré huit militants noirs, pour la plupart des vieux dirigeants de l'ANC, dont Walter Sisulu. Il n'y a pas longtemps, De Klerk a également décidé la suppression de "l'apartheid mesquin", c'est-à-dire de la ségrégation dans les lieux publics tels que les plages, les cinémas, les transports etc.

Les autorités de l'Afrique du sud se sont également engagées dans d'intenses activités diplomatiques pour rallier les autres dictateurs africains à leur nouvelle politique de dialogue. Et elles semblent y bien réussir. Elles ont décidé de se retirer de l'Angola, de ne pas s'opposer à l'indépendance de la Namibie, etc. Mais il y a surtout le fait que si avant, Houphouët Boigny, qui vient de recevoir De Klerk à Abidjan, était le seul chef d'Etat africain à afficher sans gêne ses relations avec l'Afrique du sud, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Nombreux sont les pays africains qui n'ont plus honte d'entretenir des relations avec le système de l'apartheid ou de recevoir ses dirigeants. Avant la Côte d'Ivoire, De Klerk avait été en Zambie et au Zaïre. Et selon une étude du journal "Marchés Tropicaux", il y a ces derniers temps une nette augmentation des relations et des échanges économiques entre l'Afrique du sud et les autres pays africains. Les importations ont augmenté de 22% et les exportations de 32%.

Toutes ces initiatives du régime de De klerk ne sont certes, qu'un ensemble de démarches prudentes. L'état d'urgence est toujours en vigueur. Le 29 septembre dernier, Boesman Magena, un militant de l'ANC a été exécuté. C'était la 38ème pendaison depuis le début de l'année et 231 prisonniers attendent leur tour dans le quartier des condamnés à mort de la prison de Prétoria. Dans l'ensemble, le système de l'apartheid reste le système dominant, en particulier dans les bantoustans. Et il faudra encore beaucoup de luttes et sacrifices aux populations noires pour en venir à bout. Mais, pour l'instant, le gouvernement de De Klerk opte pour trouver une issue politique et pas seulement répressive.

Cependant, si les De Klerk et autres racistes veulent ou disent qu'il faut changer l'apartheid, ce n'est pas parce qu'ils sont subitement devenus humanistes. Cela ne les gêne pas du tout de continuer à maintenir l'apartheid comme ils l'ont fait depuis des dizaines d'années. En réalité, s'ils optent aujourd'hui pour un changement, c'est parce qu'ils subissent des pressions. En face d'eux, il y a les opprimés noirs qui, depuis des années, sous diverses formes, résistent, se battent, luttent inlassablement. Mais c'est aussi en partie l'impérialisme, et derrière lui les patrons blancs, qui pousse au changement.

L'apartheid est né de la volonté de la bourgeoisie blanche soutenue par l'impérialisme de casser la classe ouvrière sud-africaine en plusieurs groupes, blancs, noirs, métis, asiatiques afin de créer des conditions à l'implantation et au développement du capitalisme en Afrique du sud.

... / ...

Depuis des dizaines d'années, l'apartheid a été et reste leur système à eux, le seul que, dans les conditions particulières de l'Afrique du sud, ils aient trouvé pour faire des affaires, pour s'enrichir et exploiter à fond les pauvres de ce pays, sans scrupule aucun. Le système barbare leur a largement profité; ils en ont grassement bénéficié. Et si aujourd'hui, l'impérialisme et la bourgeoisie blanche poussent au changement, c'est parce que la ségrégation ne leur sert plus totalement et pourrait même se retourner contre eux si la situation continuait à dégénérer. A cause des luttes multiformes des opprimés noirs, il y a une dégradation économique dans le pays: des usines ferment, des capitaux s'expatrient, les investissements se font rares, le niveau de vie baisse.

Or, pour faire des affaires, la bourgeoisie blanche qui ne peut rien faire sans les populations noires, sans le prolétariat africain, a aussi besoin du calme et de l'ordre qui ne sont, dans les conditions actuelles, possibles que si l'on veut changer l'apartheid. L'impérialisme, quant à lui, c'est pour des intérêts autrement plus colossaux qu'il pousse au changement de ce système. Si les Mitterrand, Thatcher et autres Bush réclament la fin de l'apartheid, c'est pour les intérêts du système capitaliste mondial. Pour eux, dans la situation de crise profonde que connaissent les pays pauvres ou d'ailleurs, l'Afrique du sud est une véritable poudrière dont l'explosion risque de se faire sentir, non seulement sur tout le continent africain mais dans le monde entier. Ils ont peur que les incessantes révoltes des opprimés noirs dans ces pays ne conduisent, si l'on ne met pas fin à l'apartheid, à une révolution qui, en servant d'exemple aux autres pauvres d'Afrique ou d'ailleurs, entraînerait la dérive de leur système mondial.

Cette préoccupation de l'impérialisme ne se limite d'ailleurs pas au cas de l'Afrique du sud. En Ethiopie, au Soudan, en Somalie, en Angola, etc; partout, les puissances impérialistes utilisent tous les moyens pour désamorcer les crises par des voies négociées. Ici et là, leur but est d'éviter toute explosion et d'imposer des réformes pour sauver l'essentiel. Et c'est sur le fond de cette politique générale que De Klerk échafauda sa nouvelle politique d'ouverture imposée par l'impérialisme.

Derrière la bourgeoisie blanche dont une partie s'est engagée dans des discussions avec l'ANC, l'impérialisme arrivera-t-il à désamorcer la situation en Afrique du sud? Nul ne peut s'avancer à en dire quoi que ce soit pour le moment. Cependant ce que l'on constate, c'est que les dirigeants nationalistes, les dirigeants de l'ANC, eux, ils sont prêts pour un compromis avec l'impérialisme, ils déclarent qu'ils veulent eux aussi éviter tout chaos. Mandela est le premier à affirmer qu'il est pour des réformes. Ce que Walter Sisulu et ses compagnons ont clairement traduit lors d'un meeting qu'ils ont tenu le 29 octobre dernier, en disant: "l'ANC a toujours été favorable à une solution pacifique...Nous négocierons avec le régime blanc s'il fait preuve de sincérité et crée le climat nécessaire"... En fait, ce que cherchent les dirigeants nationalistes noirs c'est un compromis, une solution du type de celle de Zimbabwe qui leur permette de diriger eux-mêmes le pays, avec un président noir, une assemblée à majorité noire, sans que l'ordre social ne soit mis en cause.

Mais les aspirations de la bourgeoisie noire ne sont pas celles des opprimés, même s'ils sont de la même couleur de peau et combattent ensemble le même système barbare d'apartheid. Les luttes multiformes des opprimés noirs méritent de loin mieux que de simples réformes qui ne bénéficieront qu'aux noirs privilégiés. Le prolétariat africain, les pauvres de l'Afrique du sud sont une force colossale. Et ils l'ont démontré en mainte occasion. Dans les luttes contre le système, ils constituent le contingent le plus nombreux, le plus puissant, le plus entreprenant, et de loin. Ce sont eux qui sont au premier rang, face à la police et l'armée, lors des révoltes, des émeutes et des grèves qui bloquent et paralysent toute l'économie du pays. C'est grâce à leurs luttes et leurs sacrifices que la bourgeoisie blanche et l'impérialisme optent pour un assouplissement et que l'apartheid recule.

Bien sûr toutes les composantes de la population noire sud-africaine ont intérêt à se battre et ont raison de le faire. Mais dans ce combat, les prolétaires, Noirs pauvres eux, sont les seuls qui n'aient rien à attendre de simples réformes, rien à perdre dans une explosion sociale et qui aient tout à gagner dans une transformation sociale en profondeur au profit de l'ensemble de la société.

Car, dans la lutte contre l'apartheid, les pauvres se dressent surtout contre leur condition d'exploités. La lutte contre le racisme, chez eux, cela veut dire d'abord et forcément la lutte pour un avenir meilleur. Ce que les Noirs pauvres veulent, c'est le droit à la vie, le droit au bien-être, le droit à la santé, le droit à l'éducation, à un logement décent, le droit de se partager les terres, de profiter des richesses qu'ils créent et des moyens modernes, le droit à la liberté, bref, le droit de prendre leur sort en main et de gérer démocratiquement la société en fonction des besoins essentiels de l'ensemble de la communauté.

Et cela n'a rien à voir avec ce que visent les bourgeois noirs qui promettent seulement aux opprimés noirs qu'ils auront une nation pour laquelle ils doivent se sacrifier, travailler plus, mais pas pour gagner plus ou vivre mieux. Et cela nous savons que ce n'est pas plus valable que l'apartheid. Nous, originaires des autres pays d'Afrique, nous sommes en effet bien placés pour savoir que dans nos pays, nos "nations" comme on dit, nos bourgeois, nos Mobutu, nos Bongo, nos Habré, nos Sassou, Dos Santos, Mugabé et autres n'ont rien à envier aux Botha, De Klerk et autres racistes de l'Afrique du sud. Ils sont aussi sanguinaires et souvent ils le sont au nom de la nation, de la patrie, etc. Et par bien des côtés, les conditions de vie dans nos pays sont autant sinon pires que dans le pays de l'apartheid.

Alors, qui, pour prendre la tête de la lutte contre l'apartheid non pas pour des réformes mais pour une transformation sociale en profondeur en Afrique du sud? Eh bien! c'est le prolétariat, les opprimés noirs eux-mêmes. C'est là, entre leurs mains, que se trouvent les intérêts de l'avenir. C'est donc à eux de se doter de leur propre organisation politique indépendante de celle des bourgeois noirs et de prendre la direction de l'ensemble du mouvement populaire contre l'apartheid pour, non seulement en finir avec ce système barbare, mais aussi avec l'exploitation, les injustices, les inégalités et les autres oppressions dans lesquelles il a pris racine. C'est comme ça et comme ça seulement que la fin de l'apartheid débouchera sur le droit à la vie.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.